



Compte rendu de la rencontre entre E. MACRON et P. MARTINEZ à l'Élysée le 02 octobre 2019

Ce texte est un compte rendu factuel et ne peut préjuger d'aucune interprétation des réponses ou points de vue du Président de la République. Cette rencontre a eu lieu à l'Élysée en tête à tête durant près de 2 heures, hier après-midi.

La discussion a commencé sur le fait que le Président de la République ait tardé, à inviter la CGT à une rencontre alors que la CFDT, et surtout l'UNSA, syndicat non représentatif, ait été très rapidement après la rencontre avec le Premier Ministre. A la question de savoir si cela était la feuille de route de l'acte II et sa volonté affichée de « dialoguer » avec les syndicats, MACRON a indiqué que c'était une erreur de timing mais qu'en aucun cas, une volonté d'écarter qui que ce soit ! Cela m'a permis de rappeler les conséquences des ordonnances en terme de moyens syndicaux et de proximité avec les problèmes concrets que rencontrent les salariés (ex : les CHSCT) et de lui demander son avis sur le rapport TOUBON concernant les discriminations syndicales. Il a pour le moins « botté » en touche en disant qu'il avait besoin de précisions de la part de ses services et des ministres concernés.

Ont ensuite été notamment abordées les questions du climat social, de la protection sociale (retraite, santé, chômage), des services publics, du projet HERCULE à EDF, de l'industrie et de l'environnement.

Le climat social : si j'ai fait un état évidemment non exhaustif des luttes, MACRON reste « persuadé » que c'est d'abord un problème de pédagogie et d'explications des mesures gouvernementales tout en répétant un refrain connu sur le besoin de compétitivité de la France et des entreprises.

Protection sociale :

- il assume totalement la réforme de l'assurance chômage en précisant que cette question est du ressort de l'Etat et non pas des « partenaires sociaux ». Il faut remettre coûte que coûte les chômeurs au boulot.

- il s'est dit préoccupé par la situation dans la santé et le soutien de la population aux actions des agents en lutte. Cependant, il a repris les arguments de sa ministre pour évoquer en priorité des problèmes d'organisation du système. Il a convenu qu'il pouvait exister un problème d'emploi dans certains hôpitaux et qu'il fallait agir sur la question des carrières de l'ensemble des catégories sans donner plus de précisions.

- il a évidemment défendu son projet de réforme de retraite le qualifiant de plus solidaire que l'actuel. Il a confirmé qu'il faudrait travailler plus longtemps, étant favorable à une augmentation de la durée de cotisations comme il l'avait déjà précisé en interview à la télévision. Il a convenu de la validité de nos arguments sur l'égalité salariale entre les femmes et les hommes et l'emploi des seniors mais que le gouvernement avait commencé à agir sur ces questions. Idem sur le taux de pauvreté des plus de 65 ans (comparaison France/ Suède/ Allemagne) en précisant

que sa réforme ne s'inspirait pas du tout du modèle suédois...qu'il a décrié. Il a indiqué travaillé sur le sujet des travailleurs dépendants des plateformes numériques mais en les intégrant plus globalement avec les travailleurs indépendants ou autoentrepreneurs.

Il semble, ce qui doit attirer toute notre attention, vouloir séquencer les dates d'application de la réforme selon les professions, certaines entreprises voire au sein même de la fonction publique en évoquant la situation dans l'éducation nationale et dans la santé. Il a par ailleurs confirmé le maintien de régimes spéciaux... dans la police, la gendarmerie et l'armée.

Enfin comme à un appel du pied à certaines organisations syndicales et conformément aux préconisations de Delevoye, il a insisté sur le besoin d'une gouvernance du régime de retraite avec un rôle important des « partenaires sociaux » notamment pour la détermination et l'évolution de la valeur du point. Ce n'est pas à l'Etat ni à l'Assemblée Nationale de gérer cette question selon ses propos.

Services publics : il a souhaité rappeler son attachement aux services publics et aux fonctionnaires d'où la diminution du nombre de suppressions de postes prévu initialement !!! Mais comme pour la santé, il a surtout insisté sur le besoin de réorganiser mais aussi de mutualiser les services en demandant plus de polyvalence aux agents.

EDF HERCULE : il a noté la mobilisation du personnel, le 19 septembre en indiquant que rien n'était ficelé concernant le projet. Très démagogue, il a évoqué les contraintes de concurrence imposées par l'union européenne auxquelles il saurait résister sur le nucléaire et l'hydro.

Industrie et environnement : j'ai rappelé les propositions et projets industriels de la CGT à l'instar du projet de filière « imagerie médicale » qu'il a semblé découvrir et trouvé intéressant. Un point a été fait sur la situation dans la grande distribution, l'industrie du papier avec ARJO, la chapelle d'ARBLAY.

La situation de la filière automobile et le Diesel a également fait l'objet d'un échange... avant son déplacement à Rodez où est implantée une usine BOSCH.

J'ai évidemment évoqué Lubrizol et le manque de transparence vis-à-vis de la population mais aussi le peu de considération des différents ministres pour les salariés de l'entreprise.

Sur ADP, sur le Perpignan – Rungis et tout comme la SNCF en général, il a été peu loquace assumant les positions de son gouvernement.

Sur bon nombre des thèmes dans un discours souvent entendu, il a renvoyé la responsabilité des problèmes actuels sur ses prédécesseurs et en insistant beaucoup sur celle des socialistes.

En conclusion, j'ai redemandé au Président de la République la tenue d'une initiative nationale sur la question du travail sous forme de colloque ou « Grenelle » avec la participation de chercheurs, syndicalistes et personnalités politiques afin d'analyser les raisons du mal-travail, de la souffrance qu'il engendre et proposer des mesures contraignantes pour les entreprises et services en matière d'organisation et de démocratie au travail. Le récent suicide d'une directrice d'une école maternelle, étant la dramatique illustration de ce problème. La réaction ou la non réaction du Ministre est scandaleuse. Le Président de la République a pris note et s'est déclaré prêt à étudier le sujet. Il a déploré ce suicide d'un directeur... Lapsus ou méconnaissance du sujet ?